

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 13 octobre 2025 - 1,50 €

N° 157

Le roi est nu

Lecornu II ou Lecornu III? Pendant trois bonnes semaines en septembre, le Premier ministre a été seul en poste avec les ministres démissionnaires de l'équipe Bayrou. Puis, le dimanche 5, il a annoncé un gouvernement qui a tout de suite implosé, le retour de Bruno Le Maire, considéré comme l'architecte de la déroute économique, suscitant l'opposition des Républicains. Il a donc démissionné, mais le chef de l'État l'a chargé de « définir une plateforme d'action et de stabilité ». Malgré l'échec de ces consultations, il l'a renommé à Matignon après avoir reçu, l'après-midi du vendredi 10, les représentants de treize partis — convoqués à deux heures du matin par courriel! —, sauf LFI et le RN, qui demandent la dissolution. Il a justement estimé qu'existait « un chemin possible [pour] tisser des compromis et éviter la dissolution », qui semble être devenue le grand repoussoir, sans doute à cause de la crainte du score du RN.

Le dimanche 12 au soir, le feuilleton a recommencé juste avant que le chef de l'État ne s'envole pour l'Égypte. Résultat : une équipe de 34 membres dits de « la société civile », avant tout macroniste, sans beaucoup d'expérience politique, avec quelques noms maintenus ou revenus comme Rachida Dati, Gérard Darmanin ou Laurent Nuñez, complétés par des hauts fonctionnaires et di-



vers déjà en place tels Catherine Vautrin, Jean-Noël Barrot, Amélie de Montchalin et Aurore Bergé. Seul objectif affiché : « donner un budget à la France avant la fin de l'année ».

Conformément à ce que souhaitaient Bruno Retailleau et Gérard Larcher, les élus LR se sont récusés, n'envisageant qu'un « soutien texte par texte ». Sans doute pour prévenir les commentaires du genre

« on prend les mêmes et on recommence », il a été expliqué qu'on voulait « une équipe comptant moins de grandes gueules, mais dédiée à la tâche, en espérant qu'elle résiste à toutes les injonctions contradictoires venues de l'Assemblée ». Quant au chef reconduit du gouvernement, il affirmait avoir reçu « carte blanche » et n'être pas un simple « collaborateur » du président.

SOMMAIRE

P. 1 : Le roi est nu. P. 2 : La volonté du peuple. P. 3 : Un Hongrois obtient le prix Nobel de Littérature. — Lectures. P. 4 : Crise politique ou de régime ? Annie Gennevand. — Équipements électriques. P. 5 : Armement. — TNT. — Marine Le Pen courtise les agriculteurs. P. 6 : Trump fait bouger le Proche-Orient. — Gen Z. P. 7 : La Nasa dans la tourmente. — Boualem Sansal.

■ **Gouvernement :** Sébastien Lecornu a été reconduit comme Premier ministre le 10 octobre en fin de soirée. La liste des 34 ministres a été publiée le dimanche soir 12 octobre en soirée :

Édouard Geffray (ex-directeur général de l'enseignement scolaire), ministre de l'Éducation nationale ; Naïma Moutchou, ministre des Outre-Mer ; Gérald Darmanin, ministre de la Justice ; Laurent Nuñez (préfet de police de Paris), ministre de l'Intérieur ; Catherine Vautrin, ministre des Armées et des anciens combattants ; Jean-Pierre Farandou (PDG de la SNCF), ministre du Travail et des Solidarités ; Rachida Dati, ministre de la Culture ; Roland Lescure, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique ; Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ; Monique Barbut (présidente de WWF France), ministre de l'Écologie, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature ; Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire ; Amélie de Montchalin, ministre de l'Action et des Comptes publics ; Philippe Tabarot, ministre des Transports ; Marina Ferrari, ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ; Vincent Jeanbrun (député LR et ex-maire de L'Haÿ-les-Roses), ministre de la Ville et du Logement ; Philippe Baptiste (ex-PDG du CNES), ministre de l'Enseignement supérieure, de la Recherche et de l'Espace ; Serge Papin (chef d'entreprise et ex-président de Système U), ministre des Petites et Moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat ; Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées ; Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation.

Comment ne pas penser alors aux mots prêtés par Hans Christian Andersen, en 1837 dans son conte Les habits neufs de l'empereur, à l'enfant qui est le seul à oser dire que le souverain, trompé par des charlatans, ne porte pas de vêtements ? Toute la question est de savoir si, après Édouard Philippe, Gabriel Attal et quelques autres, le fidèle Sébastien Lecornu osera décrire à son président la situation d'isolement dans laquelle il se trouve : « le roi est nu ».

De toute façon, quel que soit l'avenir du gouvernement, il va bien falloir sortir du monde des illusions. Le « en même temps » macronien a échoué, à la fois à cause du vieux clivage gauche-droite, de la résistance des enracinements territoriaux et sociétaux et de l'incapacité du pouvoir d'agir autrement que par la communication. Il faudra alors rendre la parole au peuple, si imparfait soit-il, que ce soit par la dissolution ou par une présidentielle anticipée.

Jean-Gabriel Delacour

■ **Justice :** Nicolas Sarkozy était convoqué le 13 octobre par le Tribunal judiciaire de Paris pour connaître la date et le lieu de son incarcération.

■ **Pêche :** À partir du 10 janvier, les pêcheurs à la ligne amateurs de plus de 16 ans devront détenir un permis de pêche.

■ **Hommage :** Un cercueil, contenant sa robe d'avocat et plusieurs livres auxquels Robert Badinter tenait, a été solennellement accueilli par le président de la République au Panthéon le 9 octobre. Mais le corps de l'ancien garde des Sceaux reste au carré juif du cimetière de Bagneux.

La volonté du peuple

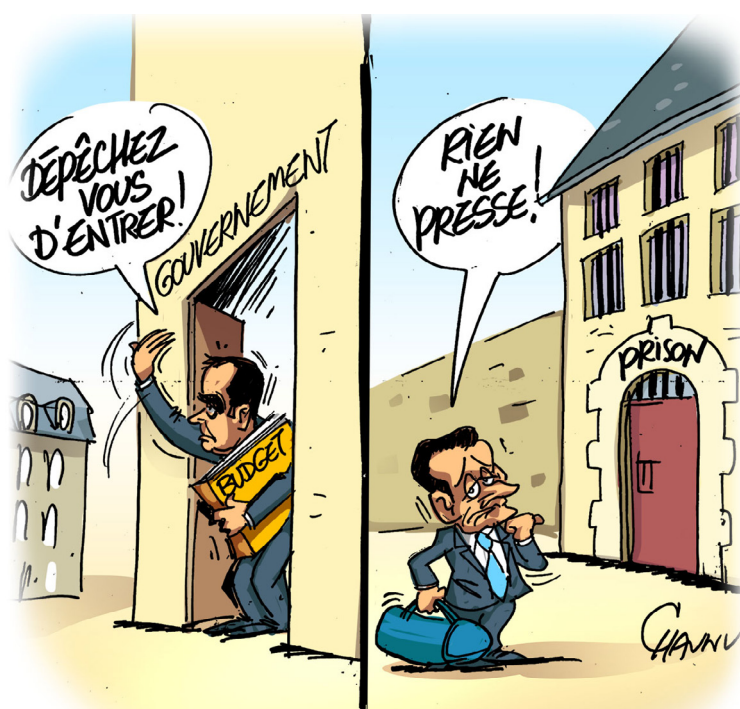
Finalement Emmanuel Macron n'avait pas d'autre Mistigri dans son jeu que Sébastien Lecornu. Celui-ci a accepté, le 10 octobre en fin de soirée, avec une abnégation qui force presque le respect, d'aller au casse-pipe parlementaire pour faire passer, de gré ou de force, un budget dont le pays a besoin.

Le président n'a pas nommé un Premier ministre de gauche. Est-ce contraire à « la volonté du peuple » qu'Olivier Faure disait exprimer sur le perron de l'Élysée quelques heures plus tôt ? Suspension ou abolition de la réforme des retraites, revalorisation du pouvoir d'achat, etc. Il est vrai que les Français actifs tiennent aux 35 heures et rêvent de retraite à 60 ans. On sait aussi que les jeunes diplômés refusent les contraintes de la vie en entreprise, de même qu'ils ne songent pas à faire des en-

fants, tandis que les jeunes sans diplômes constituent une menace pour le futur par leur non-intégration. Que dira-t-on du monde des vieux qui prend de plus en plus de place, ces « boomers » vilipendés par un précédent Premier ministre, et qui, seuls, profiteraient d'une rente acquise à crédit ?

Ce que veut ce terrible peuple ? Continuer à vivre sur le même pied ; en faisant, travailler, notamment pour les tâches les plus pénibles, 6 millions d'étrangers recensés par l'Insee, auxquels s'ajoutent des millions de « Français de papier », qui ont une carte d'identité française mais qui ne se considèrent pas – encore – comme faisant partie de la communauté nationale ? Cela sera-t-il possible seulement en « faisant payer les riches », accusés de ne pas prendre toute leur part des efforts fiscaux à fournir ?

Pendant ce temps, en prévision des élections municipales de mars 2026, par-

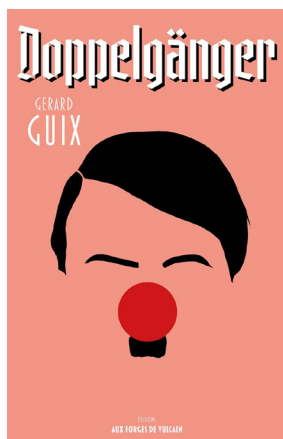


Un Hongrois obtient le Prix Nobel de littérature

À 71 ans, l'écrivain hongrois Lazlo Krasznahorkai vient de se voir décerner le prestigieux prix Nobel de littérature. Né en 1954 à la frontière roumaine dans une famille juive, cet auteur encore trop méconnu en France est l'auteur d'une thèse sur son compatriote l'écrivain Sandor Marai (1900-1989). Après Imre Kertész (1929-2016), Lazlo Krasznahorkai est le deuxième écrivain hongrois à être consacré par l'Académie suédoise qui décerne les prix Nobel. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a salué l'obtention de ce prix en soulignant que cette distinction faisait « *la fierté* » de la nation hongroise.

C'est en 1985, avec *Tango de Satan*, que Lazlo Krasznahorkai connaît un premier succès littéraire. Un livre qui sera adapté au cinéma en 1994 par son compatriote Bela Tarr. Mais son livre le plus connu reste *La Mélancolie de la résistance*, paru en 1989, qualifié de « *magnifique roman hanté par l'imminence de la fin* », par le critique Juan Asensio. Ces deux ouvrages ont été traduits en France par les soins des éditions Gallimard. On ajoutera comme dernière œuvre centrale du lauréat *Guerre et guerre* (1999), livre traduit pour sa part en français par Joëlle Dufeilly aux éditions Cambourakis. Ce sont là les principaux jalons d'une œuvre dont Juan Asensio loue à juste titre « *la forme complexe, immensément longue et subtilement trouble par laquelle une vision apocalyptique, donc métaphysique du monde s'exprime* ».

Jérôme Besnard



SATIRE

Le clown et le dictateur

Avril 1945. Hitler s'est retranché dans son bunker entouré d'une poignée de fidèles. Pour son anniversaire, ses proches veulent lui offrir le cadeau qui lui redonnera le moral : son horoscope. Mais le soldat chargé de passer commande se trompe de date de naissance et indique celle de Charlie Chaplin né quatre jours avant le führer. C'est ainsi que la voyante consultée propose la réalisation d'un film.

Le roman de Gerard Guix s'appuie sur une imposante documentation où s'incorporent l'absurde et le burlesque.

« Fleurs de nuit », Peace Adzo Medie, « Doppelgänger », Gerard Guix, Aux forges de Vulcain, 768 p., 29 €.

ROMAN

La lettre d'amour

Trois générations, trois hommes, tous portés par le même attachement à l'Auvergne, leur terre natale. Aujourd'hui veuf,



Auguste Vensac a cédé la ferme familiale à son fils Jean avec l'espoir qu'elle reviendra à Maurice, dix-sept ans. Il mène une vie tranquille jusqu'à ce qu'une vieille lettre d'amour oubliée ravive le souvenir de Solange, son béguin de jeunesse. Antonin Malroux interroge : en amour, peut-il y avoir une seconde chance ?

« Viens, le bonheur c'est par là », Antonin Malroux, Calmann-Lévy, coll. territoires, 352 p., 20,90 €.

ÉTHOLOGIE

Capter la vie animale

Géographe, spécialiste des relations entre les humains et les animaux, Jean Estebanez nous fait pénétrer l'univers du zoo.

Son enquête menée auprès des soigneurs et des visiteurs présente le zoo comme un lieu à la fois admiré et controversé où se côtoient vie sauvage et vie domestique. Son rôle est varié : banques de gènes dans la perspective d'une sixième extinction de masse, zone d'enfermement et de sauvegarde, espace



d'émerveillements pour le public.

« Zoos. Aux lisières du domestique », Jean Estebanez, CNRS éditions, 276 p., 25 €.

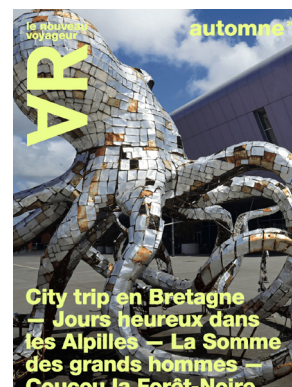
REVUE

Les Alpilles

Avec A/R, le magazine du voyage, partons : en Bretagne à la découverte de Lorient, Quimperlé et Brest. Dans la Somme à travers campagne, marais et le long des côtes. Dans les Alpilles où se nichent de pittoresques villages provençaux. En Forêt-Noire, à la recherche de lacs, de cascades et de pendules à coucou.

Autres sujets : un entretien avec Caryl Férey et un portfolio consacré aux maisons.

À/R magazine, automne 2025, 7,50 €. En kiosque.



tout votre maire se vante de nouvelles dépenses, refaisant encore une fois le théâtre municipal pourtant si peu fréquenté, ou la médiathèque qui coûte, en fonctionnement et entretien, tous les 5 ans son prix de construction, ou en rénovant un stade réservé à une minorité infime, ou bien en développant de nouveaux plans de circulation cyclistes qui vont asphyxier les derniers commerces de centre-ville... On dépense à tout va en jugeant que c'est nécessaire pour se faire réélire. Est-ce vraiment cela la volonté du peuple ? Peut-être...

Frédéric Aimard

Crise politique, ou de régime ?

Le spectacle donné par la classe politique inquiète au plus haut point. Et, pour faire leur petit effet, certains emploient des mots ou des expressions qui peuvent aggraver l'état d'angoisse dans lequel vit la société. Ainsi, certains commentateurs français et étrangers semblent croire que la crise de régime dont ils parlent sans cesse n'est qu'une crise politique d'une intensité supérieure. Tel n'est pas le cas et il faut commencer par prendre au sérieux les définitions. "Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde", écrivait Albert Camus.

Un régime politique, c'est une certaine organisation des pouvoirs publics et la manière dont ils sont exercés. En d'autres termes, c'est la forme institutionnelle du pouvoir et la pratique politique qui en

procède. Une crise de régime, c'est par conséquent la mise en cause radicale de ce régime et la volonté de le remplacer par un autre type de régime. Notre régime politique, sous la III^e comme sous la IV^e et la V^e République, c'est la démocratie parlementaire. Il y a eu crise de régime quand certains hommes politiques ont voulu remplacer la démocratie parlementaire par une dictature – par exemple en juillet 1940 lorsque le Maréchal Pétain a pris le pouvoir ou en mai 1958 lorsque certains militaires voulaient envoyer « les parras à Paris ».

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une crise politique de grande ampleur qui tient à l'absence de majorité parlementaire solide et au fait que le président de la République ne joue pas le rôle d'arbitre inscrit dans la Constitution. Emmanuel Macron s'est toujours conçu comme le chef d'une majorité, aujourd'hui défaillante, et comme un acteur de la vie politique, premier artisan de la réforme des retraites.

La V^e République, on l'oublie trop souvent, a été conçue pour fonctionner sans majorité absolue : la division de l'Assemblée en trois camps n'aboutit pas nécessairement au blocage, en raison des pouvoirs dont dispose le gouvernement. La principale cause de la crise politique, c'est le détournement de la fonction présidentielle, qui a transformé l'arbitre potentiel en super-Premier ministre décidé à mettre en œuvre des réformes – d'ailleurs refusées par la majorité des Français.

Claudine Uzerche

Annie Genevard

Annie Genevard a décidé de rester ministre de l'Agriculture. Et ce malgré les consignes expresses de Bruno Retailleau, président du parti Les Républicains (LR) dont elle était jusqu'à présidente de la Commission nationale d'investiture. Elle perd donc cette responsabilité et sera potentiellement exclue des LR. Ministre en charge de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire depuis à peine plus d'un an et sa nomination au sein de l'éphémère gouvernement de Michel Barnier, Annie Genevard accompagnera donc au même poste gouvernemental son troisième Premier ministre. Autant dire qu'elle a pris goût au pilotage de la rue de Varenne alors même qu'elle espérait l'an dernier décrocher le ministère de l'Éducation nationale. Son maintien était probablement nécessaire pour rassurer les principaux syndicats agricoles, à juste titre très inquiets d'une conjoncture difficile pour ce secteur.

D'autant plus que la nomination de Monique Barbut, très marquée à gauche, comme ministre de la Transition écologique a de quoi inquiéter ces mêmes syndicats. Après une carrière au sein de l'Agence française de développement et de l'ONU, elle a présidé de 2021 à 2024 la branche française du WWF, une association de défense des animaux. Elle succède dans ce portefeuille à Agnès Pannier-Runacher. Enfin, Michel Fournier, 75 ans, maire depuis 1989 d'un village vosgien de 285 ha-

bitants, les Voivres et président de l'Association des maires ruraux, est nommé ministre délégué à la Ruralité. Il fut un fervent partisan de la généralisation de la parité aux listes de candidats des petites municipalités, désormais imposée aux communes de moins de 1 000 habitants. Là encore, il s'agit clairement d'un marqueur de gauche.

Jérôme Besnard

Équipements électriques

La société Legrand, l'équipementier électrique, fleuron de l'industrie française, 38 000 salariés dont 5 000 en France, s'est trouvée à deux doigts de tomber dans les mains du groupe helvético-suédois AAB l'été dernier. Bercy aurait mis son hola.

Cette société, dont les patrons ont héroïquement maintenu leur siège social à Limoges, malgré les persécutions pointilleuses d'une SNCF déliquescence et des militants anti-autoroute et anti-avion, avait été victime, en 2001, d'un refus de la Commission européenne d'une fusion avec son homologue français Schneider-Electric, partageant pourtant les mêmes valeurs et le même dynamisme, au prétexte que cela aurait déséquilibré le marché français.

Cela en faisait donc manifestement une proie pour son concurrent AAB trois fois plus gros. Aveuglement ou stratégie de la Commission ? Celle-ci ne saurait souffrir de « monopoles », si du moins ils risquent d'être français. Pour une fois, le gouvernement, a

donc bien réagi. Pour combien de temps ?

Paul Chassard

Armement

Les Allemands, dont l'industrie automobile craint de chanceler sous la concurrence chinoise, se reconvertissent rapidement dans l'industrie d'armement à la lueur de la guerre russo-ukrainienne. Le fabricant de canons Rheinmetall connaît une croissance extraordinaire dopée par ses partenariats américains. Il faut lire ce que Véronique Guillermand, dans *Le Figaro-Economie* du 10 octobre, dit des ambitions démesurées de l'ogre de Dusseldorf. Son analyse des manœuvres autour de la coentreprise franco-allemande KNDS, qui fabriquera les futurs chars européens, se termine sur l'étonnement de Marc Chassilan, ingénieur militaire français expert en chars d'assaut, sur « le silence absolu de la France ». Comme si la France, conclut la journaliste économique, « engluée dans une crise politique inédite et une dette abyssale, acceptait de subir une étrange défaite ». Ces mots font précisément référence à l'historien Marc Bloch, qui caractérisait ainsi la défaite de la France face à l'Allemagne en 1940, et qui sera panthéonisé le 16 juin 2026.

Même du côté de l'aviation, l'excellence de Dassault est piétinée par les Allemands qui n'entendent pas laisser les Français avoir un rôle déterminant dans le Système de combat aérien du futur (Scaf). Le président de Dassault

Aviation, Éric Trappier, s'en est très clairement expliqué le 24 septembre devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, dont les membres n'ont pu que l'écouter, atterrés et impuissants. Dassault se sentirait pourtant en capacité de mener un tel projet tout seul plutôt que de se faire plumer par ses concurrents allemands et américains. Encore faudrait-il qu'il y ait un gouvernement français capable de tenir tête à des partenaires européens qui ont surtout en tête de profiter des faiblesses de notre pays pour arrondir leur pactole au prix d'une soumission de plus en plus grande aux États-Unis.

P. C.

TNT

Les Français ont pu suivre, l'année dernière, le retrait d'autorisation d'émettre sur la « télévision numérique terrestre » signifié aux chaînes C8 et NRJ12. Certaines commissions d'enquête publiques télévisées n'ont fait que rendre plus visibles les a priori de l'Arcom, l'autorité de régulation de l'audiovisuel chargée de juger de la conformité des programmes à l'intérêt public.

On a cru comprendre que des gens en place et leurs amis souhaitaient favoriser des amis d'amis qui pensaient avoir besoin de la lumière que donne l'accès à la TNT. Cadeau empoisonné ? Les audiences des journaux télévisés ou des émissions propres, concoctés dans l'urgence par les nouvelles chaînes Novo19 (du quotidien Ouest-France) et T18 (du milliardaire tchèque

Daniel Křetinský) sont pour l'instant misérables. Ces dernières semaines, les sites spécialisés comptabilisaient 0,1 % de part de marché : 8 000 téléspectateurs. Les commentateurs étaient obligés de préciser qu'ils n'avaient pas oublié un zéro... On voit bien ce qui a été détruit (C8 se targuait d'être la première chaîne de la TNT avec 3 % d'audience) et pas encore ce qui pourrait être construit à la place.

Pour remonter la pente, ces chaînes, comme leurs concurrentes déjà installées, ne semblent pas avoir trouvé d'autres moyens que de se partager les émissions à succès des chaînes sabordées. Plus de 50 % des émissions de C8 et NRJ12 continuent ainsi leur vie sur leurs anciennes et nouvelles concurrentes. Y compris le fameux Cyrille Hanouna qui a retrouvé la totalité de son audience sur W9 avec « Tout beau, tout neuf » un décalque de l'émission qui avait provoqué les foudres de l'Arcom. Il s'est assagi cependant. Mais fallait-il un tel remue-ménage pour ce résultat ?

Quel drôle d'entre-soi constitue ce monde de la TNT !

P. C.

Marine Le Pen courtise les agriculteurs

Loin de l'agitation politique parisienne, la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale poursuit une stratégie qui s'est souvent révélée payante pour

elle : arpenter la France périphérique. Avant de se rendre au congrès national des sapeurs-pompiers dans la Sarthe, elle s'est rendue le mercredi 8 octobre au Sommet de l'élevage à Cournon, près de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Ce fut l'occasion pour elle de mesurer sa popularité montante dans un secteur professionnel qui n'est pas, sur le plan électoral, historiquement acquis à la droite nationale qu'elle entend incarner.

Lors de ce salon, Marine Le Pen a pu converser aussi bien avec Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, qu'avec Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination Rurale (CR). Avec ces dirigeants syndicaux, elle a notamment évoqué l'épée de Damoclès que fait peser sur l'avenir de la paysannerie française l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Le RN se trouve sur ce dossier en plein accord avec les syndicats et Marine Le Pen n'a pas manqué de réclamer une « exception agricole », visant à écarter l'ensemble des productions agricoles de ce type d'accord, une demande récurrente de la CR depuis sa fondation en 1991.

À noter que ce Sommet de l'élevage s'est déroulé en l'absence de bovins, pour cause d'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC), mais également sans ministre de l'Agriculture, Annie Genevard payant l'addition de la démission expresse du premier gouvernement de Sébastien Lecornu.

Jean Bongrain

■ **Gaza** : Un plan de paix a été conclu le 9 octobre entre le Hamas et Israël, ouvrant la porte à une des otages israéliens. Le 13 octobre au matin le Hamas avait remis 7 des 20 otages vivants à la Croix-Rouge. Les présidents Trump et Macron, parmi une vingtaine de dirigeants, étaient attendus en Égypte le 13 octobre pour une signature solennelle.

■ **Venezuela** : Le Prix Nobel de la paix a été donné, le 10 octobre, à Maria Corina Machado, 58 ans, opposante à la dictature chaviste de Nicolás Maduro, qui vit clandestinement dans son pays.

■ **Pérou** : La première femme présidente du Pérou, Dina Boluarte, 63 ans, a été destituée le 10 octobre par une motion de censure du Parlement.

■ **Portugal** : Pour la troisième année consécutive, le gouvernement prévoit un excédent budgétaire pour 2025.

■ **Madagascar** : Le président Andry Rajoelina a dénoncé, le 12 octobre, une tentative en cours de coup d'État.

■ **Maroc** : Le roi Mohamed VI a prononcé son discours annuel au Parlement le 10 octobre. Sans les citer, il a repris deux des revendications des manifestants de la Gen Z, en demandant à son gouvernement de veiller à réformer plus rapidement les services publics et à créer des emplois pour la jeunesse.

■ **Pakistan** : Les talibans afghans ont mené des opérations de représailles contre les forces pakistanaises le 12 octobre le long de la « ligne Durand » (tracée arbitrairement en 1883 par les Britanniques et qui coupe en deux les zones pachtounes). Selon les Pakistanais ces affrontements ont fait 23 morts de leur côté et 200 du côté adverse.

■ **Australie** : La compagnie aérienne Qantas a reconnu,

Trump fait bouger le Proche-Orient

Donald Trump aura-t-il le Prix Nobel de la paix en 2026 ? L'interrogation n'apparaît pas incongrue, même s'il le voulait dès cette année. Il semble en effet avoir réussi à ouvrir une nouvelle phase au Proche-Orient, même si tout n'a pas été réglé lors des négociations ayant abouti à l'arrêt des bombardements israéliens à Gaza – où sont déjà retournés des centaines de milliers d'habitants –, à la libération des otages israéliens retenus depuis deux ans et à la sortie de prison de quelque 2 000 Palestiniens, dont certains condamnés à la détention à perpétuité.

Le président américain est parti à Charm el-Cheikh le 13 octobre pour co-présider avec son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi un « sommet pour la paix », en présence de dirigeants de plus de 20 pays, dont Emmanuel Macron, et du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. L'objectif consistait à mettre sur pied une nouvelle gouvernance de la bande de Gaza. Il faudra déployer une force de sécurité internationale et placer le territoire sous la tutelle d'un organe de gouvernance international, tout en relançant son économie par l'ouverture sur le monde.

Ce qu'on pourrait appeler la première partie du plan de paix américain, comprenant vingt points, a commencé à être appliquée le 10 octobre avec le cessez-le-feu décrété par Israël, doublé d'un repositionnement de Tshal,

néanmoins prête à toute éventualité. Mais le plus important réside dans la caution régionale et internationale donnée à l'opération. L'ensemble du plan a reçu le soutien de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Russie, mais aussi de l'Indonésie et du Pakistan, grandes puissances musulmanes, et, dans l'environnement immédiat, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Qatar et de la Turquie ; celle-ci aura ainsi su en profiter pour renforcer son rôle dans une région ayant, il y a guère plus d'un siècle, fait partie de l'empire ottoman. Même l'Iran a fait connaître son approbation.

Reste à appliquer la deuxième partie du plan, autrement dit le désarmement du Hamas, son abandon de toute responsabilité et le déploiement d'une force d'interposition à base égyptienne. Il est aussi question d'une surveillance exercée, entre autres, par 200 soldats américains. De son côté, la France s'est dite prête à participer au dispositif, tout comme l'Italie. Cette force provisoire devrait avoir pour mission de transférer progressivement les responsabilités sécuritaires à une dizaine de milliers de policiers de l'Autorité palestinienne, nouvellement formés et équipés. C'est là où l'on verra l'attitude réelle du Hamas, peu enclin à abandonner toute présence militaire et toute influence politique.

Dans le cadre de l'ensemble proche-oriental, il convient aussi de mentionner deux autres signes d'évolution. D'abord, le

7 octobre, un cessez-le-feu entre le pouvoir syrien et les Kurdes. Ensuite, au Liban, un accroissement de la pression pour le désarmement effectif du Hezbollah.

Jean Étèvenaux

Gen Z

Après le Sri Lanka en 2022 et le Bangladesh en 2024, c'était au tour du Népal le mois dernier de connaître une révolution populaire menée par la jeunesse. L'Indonésie et les Philippines ont également connu des mouvements de ce genre. En Afrique, la jeune génération était descendue dans la rue en 2024 au Kenya. Depuis deux semaines, elle vient de déferler au Maroc et à Madagascar.

La génération Z des 15-29 ans représente 32 % en moyenne de la population mondiale. Le Maroc se situe dans cette moyenne si l'on étend le groupe jusqu'aux 34 ans. En revanche, les pays qui connaissent un tassement démographique, l'Europe, le Japon, la Corée, sont plus marqués par le vieillissement (30 % au-delà de 65 ans). En France, les 15-29 ans représentent 17,5 % de la population, alors que les plus de 65 ans sont à 22 %.

Ce qui distingue la Gen Z de ses prédécesseurs, notamment de leurs parents, la génération du Millénaire, dite génération X, c'est une rupture de la transmission intergénérationnelle. La caractéristique mondiale de cette Gen Z est en effet qu'elle est la première génération née avec les nou-

velles technologies de la communication. Sa forme de solidarité passe quasi exclusivement par les réseaux sociaux. La réalité démographique se double ainsi d'une réalité culturelle et sociale qui déborde par voie de conséquence dans le champ politique.

Les « boomers » avaient en quelque sorte vécu une rupture comparable en 1968 avec les générations d'avant la Seconde Guerre mondiale. Ils correspondaient aussi à une explosion démographique inédite. La génération X s'était illustrée dans ce qu'on a appelé les « printemps arabes » en 2011, récupérée par des mouvements religieux. Cela ne semble plus être le cas pour la génération Z. On ne voit pas encore de traduction institutionnelle claire, y compris dans les pays où de nouveaux gouvernements ont été investis. Il n'y a pas d'idéologie, ni marxiste ni islamiste, portée par les réseaux.

Dominique Decherf

La Nasa dans la tourmente

L'annonce par Donald Trump d'une réduction de 25 % des budgets de la NASA plonge cette institution dans la panique. Suppression de missions, chômage de près d'un tiers des effectifs, même s'il en est encore trop tôt pour mesurer l'étendue des coupes sombres, l'avenir spatial est compromis.

Dix-neuf missions seraient dans l'œil du cyclone. Peut-être que la seule Osiris-Apex pourrait tirer son épingle du jeu. Il s'agit de l'observation

d'un astéroïde tueur de planètes. Dans tous les cas, les deux chambres du Congrès doivent trouver un accord pour le financement des missions.

De nombreux scientifiques ont démissionné et certains laboratoires ont fermé.

Au-delà, la Nasa va devoir batailler pour son budget 2026 qui est loin d'être bouclé, d'autant que les coûts immobilisés pour la conquête de la Lune ont explosé.

Dans ce concert de mauvaises nouvelles, il faut aussi noter l'effondrement des moyens côté russe pour la conquête spatiale. Les Chinois quant à eux sont dans une phase resplendissante.

Philippe Buron Pilâtre

Boualem Sansal

Emprisonné en Algérie pour des motifs politiques depuis le 16 novembre 2024, l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal a été élu le 12 octobre membre de la prestigieuse Académie royale de langue française et de littérature française de Belgique, au fauteuil de Michel del Castillo. Une élection qui vise évidemment à mettre en lumière une nouvelle fois la situation dramatique dans laquelle se trouve cet auteur, octogénaire et atteint d'un cancer, récompensé en 2015 par le grand prix du roman de l'Académie française pour 2084 : la fin du monde (Gallimard). Le 27 mai dernier, il a été condamné à une peine de cinq ans de prison ferme. Le comité international de

soutien à Boualem Sansal est présidé par l'ancienne ministre française des Affaires européennes Noëlle Lenoir.

Fondée en 1920 par le roi Albert Ier de Belgique, sur proposition du ministre socialiste Jules Destrée (1863-1936), l'Académie royale de langue française et de littérature française de Belgique, comprend 40 membres, comme son homologue parisienne du quai Conti. On y trouve ainsi trente Belges dont Amélie Nothomb, Xavier Hanotte et Jean-Baptiste-Baronian, mais aussi dix membres étrangers dont Éric-Emmanuel Schmitt, Philippe Claudel et Gérard de Cortanze. Le geste de cette institution est évidemment à saluer tant la détention arbitraire de Boualem Sansal fait craindre le pire pour sa santé.

Jérôme Besnard

le 12 octobre, que des données personnelles de 5,7 de ses clients, ainsi que celles de clients d'autres compagnies internationales, ont été divulguées sur dark Web par les cyberpirates qui s'en étaient emparés en juillet après une attaque contre des serveurs américains Salesforce.

■ **Chine** : La Chine ayant soumis toute exportation de produits chinois – et notamment les terres rares – à une demande d'autorisation spéciale, le président Trump a annoncé une nouvelle taxe de 100 % au 1^{er} novembre sur les produits chinois exportés vers les États-Unis. Le président Trump a dit d'autre part envisager de renoncer à la rencontre avec le président Xi Jinping qui était prévue en marge du sommet de l'Apec (du 31 octobre au 1^{er} novembre) en Corée du Sud.

■ **Seychelles** : Patrick Herminie, chef de l'ancien parti unique United Seychelles, a remporté le second tour de l'élection présidentielle (9 au 11 octobre) avec 52,7 % des voix contre le président sortant Wavel Ramkalawan, chef de l'Union démocratique seychelloise et prêtre anglican. Le mandat est de 5 ans. United Seychelles avait déjà remporté les élections législatives organisées en même temps que le premier tour de la présidentielle (25 au 27 septembre).

■ **Ukraine** : Après de nouveaux bombardements russes sans précédents et qui ont privé toute une partie du pays d'électricité, le président Volodymyr Zelensky a eu, la semaine dernière, deux entretiens téléphoniques en deux jours avec le président Donald Trump, dont il espère la livraison de missiles Tomahawk.

Kaja Kallas, cheffe de la diplomatie européenne était à Kiev le 13 octobre.

■ **Disparition** : L'actrice américaine Diane Keaton est décédée le 11 octobre à 79 ans.

La Nation Française hebdo

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418382149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.



Yann Raison du Cleuziou.

L'historien Yann Raison du Cleuziou présentera son livre sur la vie du père dominicain Serge Bonnet à la librairie Gay-Lussac 49, rue Gay-Lussac 75005 Paris, le **mardi 14 octobre** à partir de 19 heures (conférence-débat animée par le journaliste et philosophe Gérard Leclerc, de 20 heures à 21 h 30).



Gérard leclerc.

